

Cette traduction comprend
4 pages / 9 feuillets
N° OV 46/2026
Date : 4 août 2026

Traduction certifiée du croate
L'acte d'accusation – Parquet municipal de Gospić





RÉPUBLIQUE DE CROATIE
PARQUET MUNICIPAL DE GOSPIĆ
Gospić, Trg Alojzija Stepinca 3

N° de dossier : KO-DO-27/2026-1
Gospić, le 17 février 2026
TŠA/AL

AU TRIBUNAL MUNICIPAL DE GOSPIĆ

GOSPIĆ

En vertu de l'article 38, paragraphe 2, point 6, et de l'article 341, paragraphe 3, en liaison avec l'article 342 du Code de procédure pénale (Journal officiel de la République de Croatie nos 152/08, 76/09, 80/11, 121/11, 91/12, 143/12, 56/13, 145/13, 152/14 – décision de la Cour constitutionnelle de la République de Croatie, 70/17, 118/18, 126/19, 130/20, 80/22, 36/24 et 72/25, ci-après : CPP/08), je dépose le présent

ACTE D'ACCUSATION

À l'encontre de :

1. Daven Jeancia Loukalou, dit « Bisha », fils de Jean Paul Loukalou et de Patricia Ngangou, né le 6 juin 1995 à Versailles (France), domicilié 14, rue Parmentier, 93240 Stains, France, de nationalité française, aide-soignant, titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire professionnel, salarié, célibataire, sans enfant, sans grade militaire, sans décoration, de condition financière précaire, autres renseignements inconnus, comparaissant en liberté ;
2. Mathieu Okitangolo Ndju, dit « Nema », fils de Paul Okitangolo et de Suzi Kitoko, né le 15 septembre 1998 à Paris (France), domicilié 14, rue Parmentier, 93240 Stains, France, de nationalité française, vendeur, titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire professionnel, sans emploi, célibataire, sans enfant, sans grade militaire, sans décoration, de condition financière précaire, autres renseignements inconnus, comparaissant en liberté.

Il leur est reproché ce qui suit :

Le 27 août 2025, vers 16 h 00, sur la route nationale n° 1, sur le territoire de la commune de Plitvička Jezera, les prévenus, agissant conjointement, de concert et conformément à un accord préalable conclu entre eux ainsi qu'avec des personnes demeurées inconnues, dans le but d'obtenir un avantage patrimonial illicite en assurant le transport clandestin de ressortissants étrangers à travers le territoire de la République de Croatie vers d'autres États membres de l'Union européenne, contre une rémunération préalablement convenue de 10 000 euros, payable après l'exécution du transport, ont, en un lieu précisément non déterminé situé à proximité de la frontière entre la République de Croatie et la Bosnie-Herzégovine, pris en charge dix ressortissants égyptiens à bord d'un véhicule utilitaire Renault Master, immatriculé ZG-5964-KD. Le premier prévenu conduisait le véhicule, tandis que le second occupait le siège du passager avant. Bien qu'ils aient eu pleinement connaissance du fait que ces personnes avaient auparavant franchi illégalement la frontière d'État entre la République de Croatie et la Bosnie-Herzégovine en dehors de tout poste de contrôle frontalier, ils les ont transportées en direction d'un lieu demeuré indéterminé, jusqu'à ce que leur véhicule soit intercepté par les services de police.

Ainsi, mus par un appât de gain, ils ont facilité à d'autres personnes la circulation irrégulière sur le territoire de la République de Croatie.

Par ces faits, 1^{er} prévenu Daven Jeancia Loukalou et 2^e prévenu Mathieu Okitangolo Ndjou sont soupçonnés d'avoir commis l'infraction pénale contre l'ordre public consistant à faciliter l'entrée, la circulation et le séjour illégaux sur le territoire de la République de Croatie, d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'Accord de Schengen, infraction prévue et réprimée par l'article 326, paragraphe 1, du Code pénal croate (Journal officiel de la République de Croatie nos 125/11, 144/12, 56/15, 61/15, 101/17, 118/18, 126/19, 84/21, 114/22, 114/23, 36/24 et 136/25, ci-après : CP/11).

Les preuves sur lesquelles se fonde le présent acte d'accusation sont les suivantes :

1. Rapport de l'Unité mobile chargée de la surveillance de la frontière d'État (feuillets 25 à 26 du dossier) ;
2. Procès-verbaux de saisie temporaire d'objets accompagnés des reçus portant les numéros de série 00271625, 00271623 et 00271624 (feuillets 27 à 33 du dossier) ;
3. Procès-verbal de constatations de la Police des frontières de Korenica, accompagné d'un tirage photographique (feuillets 34 à 43 du dossier) ;
4. Procès-verbal de constatations de la Police des frontières de Korenica, accompagné d'un tirage photographique (feuillets 44 à 70 du dossier) ;
5. Procès-verbal d'audition du premier prévenu effectué par la Police des frontières de Korenica, accompagné de son enregistrement audiovisuel (feuillets 71 à 74 et 100 du dossier) ;
6. Procès-verbal d'audition du second prévenu effectué par la Police des frontières de Korenica, accompagné de son enregistrement audiovisuel (feuillets 76 à 79 et 101 du dossier) ;
7. Déclarations relatives à l'identité et aux données personnelles des ressortissants étrangers (feuillets 85 à 94 du dossier) ;
8. Procès-verbal de restitution des objets temporairement saisis (feuille 97 du dossier) ;
9. Rapport d'EUROPOL concernant le premier prévenu (feuillets 102 à 114 du dossier).

Ces éléments constituent également les preuves dont l'administration sera demandée à l'audience.

Motifs

La Direction de police du comté de Lika-Senj – Poste de police des frontières de Korenica – a transmis au Parquet municipal de Gospić une plainte pénale n° 511-04-08/3-KU-112/2025 dirigée contre Daven Jeancia Loukalou et Mathieu Okitangolo Ndju pour les faits décrits et qualifiés dans le dispositif du présent acte d'accusation. Les soupçons fondés pesant sur les deux prévenus résultent des éléments de preuve sur lesquels repose le présent acte d'accusation.

Entendu par l'enquêteur de la Police des frontières de Korenica, sur réquisition du Parquet municipal de Gospić, le premier prévenu, Daven Jeancia Loukalou, a reconnu les faits qui lui sont reprochés. Il a déclaré qu'avec le second prévenu il devait prendre en charge plusieurs personnes puis les transporter vers un lieu dont les coordonnées lui avaient été transmises sur son téléphone portable. Il a ajouté qu'ils avaient reçu à l'avance environ 1 000 euros destinés à financer les billets d'avion, leur hébergement et la location du véhicule. Une fois le transport effectué, il devait percevoir une rémunération de 5 000 euros, destinée à lui-même ainsi qu'au second prévenu. Il a enfin indiqué qu'il avait parfaitement conscience du caractère pénalement répréhensible de leurs agissements et que la raison de leur venue en Croatie était identique à celle du second prévenu, son ami.

Lors de son premier interrogatoire, effectué sur réquisition du Parquet municipal de Gospić, le second prévenu, Mathieu Okitangolo Ndju, a lui aussi reconnu les faits qui lui sont reprochés. Il a expliqué que, conjointement avec le premier prévenu, il recherchait sur Internet un moyen de gagner de l'argent. Ils avaient alors été mis en relation avec une personne se présentant sous le prénom de Vito, laquelle leur avait indiqué que, s'ils souhaitaient gagner de l'argent, ils devaient se rendre en République de Croatie afin d'assurer le transport de certaines personnes. Après avoir accepté cette proposition, cette personne leur a envoyé les fonds nécessaires à l'achat des billets d'avion ainsi qu'à la location du véhicule. Le second prévenu a ajouté que, la veille de leur interpellation par les services de police, ils avaient reçu l'emplacement où ils devaient récupérer les personnes concernées et que Vito leur avait indiqué qu'un transport de dix à quinze personnes serait rémunéré à hauteur de 10 000 euros.

Il ressort du rapport de l'Unité mobile chargée de la surveillance de la frontière d'État que, le 27 août 2025 à 16 h 00, des fonctionnaires de cette unité, en coopération avec les agents de l'Unité mobile Est de la police des frontières et ceux du Poste de police des frontières de Korenica, ont procédé, sur la route nationale n° 1, à l'interception, au moyen des dispositifs lumineux et sonores réglementaires, d'un véhicule utilitaire de marque Renault Master, immatriculé ZG 5964-KD. Le contrôle du véhicule a permis d'établir que celui-ci était conduit par le premier prévenu, tandis que le second prévenu occupait le siège du passager avant. Dans l'espace de chargement, non destiné au transport de personnes, se trouvaient dix personnes dépourvues de documents d'identité, lesquelles ont déclaré être de nationalité égyptienne.

Il ressort des procès-verbaux de saisie temporaire portant les numéros 00271625, 00271623 et 00271624 que les objets suivants ont été saisis : auprès du premier prévenu : le véhicule utilitaire Renault Master, immatriculé ZG 5964-KD, avec sa clé de contact, ainsi qu'un téléphone portable iPhone avec ses cartes SIM ; auprès du second prévenu : trois téléphones portables de marque iPhone.

Il ressort du procès-verbal de constatations établi par le Poste de police des frontières de Korenica, accompagné de photographies, que les agents ont constaté sur les lieux la présence du véhicule Renault Master, immatriculé ZG 5964-KD, conduit par le premier prévenu, tandis que le second prévenu se trouvait sur le siège du passager avant. L'inspection de l'intérieur du véhicule a confirmé la présence de dix personnes sans documents d'identité dans le compartiment de chargement.

Il ressort également d'un autre procès-verbal de constatations, accompagné de photographies, que l'examen d'un téléphone portable iPhone a permis de découvrir, dans l'application WhatsApp, des échanges avec un contact enregistré sous le nom de « Vito », concernant le lieu de prise en charge des migrants en situation irrégulière ainsi que l'itinéraire que devait emprunter le véhicule.

Les déclarations relatives à l'identité des ressortissants étrangers établissent que les dix personnes découvertes dans le véhicule sont toutes ressortissantes de la République arabe d'Égypte.

Le procès-verbal de restitution des objets saisis établit que le véhicule utilitaire Renault Master, immatriculé ZG 5964-KD, ainsi que sa clé de contact, ont été restitués à Amir Skenderi, après avoir été temporairement saisis auprès du premier prévenu en vertu du reçu de saisie n° 00271625.

Au vu de l'ensemble des éléments recueillis, et notamment des déclarations des deux prévenus, qui constituent des aveux complets des faits qui leur sont reprochés et qui sont pleinement corroborés par les preuves matérielles réunies au cours de l'enquête de police, il apparaît que les premier et second prévenus, après avoir conclu un accord préalable avec l'organisateur de l'opération, se sont rendus de la République française en République de Croatie dans le but d'obtenir un avantage patrimonial illicite en transportant des migrants en situation irrégulière. Alors qu'ils assuraient le transport de dix migrants en situation irrégulière, ils ont été interceptés par les services de police. Il existe dès lors des soupçons suffisamment étayés permettant de conclure que Daven Jeancia Loukalou et Mathieu Okitangolo Ndju ont, par leurs agissements, réuni tous les éléments constitutifs de l'infraction prévue à l'article 326, paragraphe 1, du CP/11. En conséquence, le dépôt du présent acte d'accusation apparaît fondé tant en fait qu'en droit.

LA PROCUREURE MUNICIPALE ADJOINTE
Tatjana Šimunić-Adamović

Pièce jointe :
Dossier de la procédure

TATJANA ŠIMUNIĆ ADAMOVIĆ /Code QR/mention du traducteur/
Signé électroniquement : 17.02.2026. L'heure 08 :28 :32 (UTC : 2026-02-17 L'heure 07 :28 :32Z)
Vérification : <https://epotpis.rdd.hr/provjera>
Numéro d'enregistrement : 3a3c8ae0-a6fb-4ca2-a32f-a82a90ce1621
Parquet municipal de Gospić /Représentation graphique de la République de Croatie
et de la signature électronique/mention du traducteur/

4

Fin de la traduction

Je soussigné, Marin Curić, interprète judiciaire permanent pour les langues anglais et français, nommé par la décision du ministre chargé des affaires du pouvoir judiciaire dans la République de Croatie, classe : UP/I-710-02/24-01/21, n° de dossier attribué : 514-03-04-03/02-25-26 du 4 juillet 2025, certifie par la présente que la traduction susdite est complètement conforme à son original écrit en langue croate.

No. : OV 46/2026
Zagreb 4 août 2026





REPUBLIKA HRVATSKA
OPĆINSKO DRŽAVNO ODVJETNIŠTVO U GOSPIĆU
Gospić, Trg Alojzija Stepinca 3

Broj: KO-DO-27/2026-1
Gospić, 17. veljače 2026.
TŠA/AL

OPĆINSKI SUD U GOSPIĆU

G O S P I Ć

Na temelju članka 38. stavka 2. točke 6. i članka 341. stavka 3. u vezi članka 342. Zakona o kaznenom postupku (Narodne novine broj 152/08, 76/09, 80/11, 121/11, 91/12, 152/14 – Odluka Ustavnog suda RH, 143/12, 56/13, 145/13, 152/14, 70/17, 118/18, 126/19, 130/20, 80/22, 36/24 i 72/25 - dalje: ZKP/08), podižem

O P T U Ź N I C U

protiv:

1. okrivljenika Daven Jeancia Loukalou, zvanog Bisha, sina Jean Paula Loukalou i Patricie Ngangou, rođenog 6. lipnja 1995. u Francuskoj, Versailles, s prebivalištem u Francuskoj, Stains, Rue Permentier 14, državljanina Francuske, medicinskog tehničara, sa završenom srednjom stručnom spremom, zaposlenog, neoženjenog, bez djece, bez vojnog čina, neodlikovanog, lošeg imovnog stanja, ostali podaci nepoznati, nalazi se na slobodi,

2. okrivljenika Mathieu Okitangolo Ndju, zvanog Nema, sina Paula Okitangolo i Suzi Kitoko, rođenog 15. rujna 1998. u Francuskoj, Pariz, s prebivalištem u Francuskoj, Stains, Rue Permentier 14, državljanina Francuske, prodavača, sa završenom srednjom stručnom spremom, nezaposlenog, neoženjenog, bez djece, bez vojnog čina, neodlikovanog, lošeg imovnog stanja, ostali podaci nepoznati, nalazi se na slobodi,

da su:

dana 27. kolovoza 2025. oko 16:00 sati, na državnoj cesti broj 1, na području općine Plitvička Jezera, zajedno i po prethodnom dogovoru te u dogovoru sa nepoznatim osobama, u cilju da se nepripadno materijalno okoriste ilegalnim prijevozom stranih državljana kroz Republiku Hrvatsku te dalje u zemlje Europske unije, za unaprijed dogovorenu novčanu naknadu u iznosu od 10.000,00 eura, koju su trebali dobiti po izvršenom prijevozu, na točno neutvrđenoj lokaciji u blizini državne granice s Bosnom i Hercegovinom, u teretno vozilo marke Renault tip Master registarske oznake ZG-5964-KD, kojim je upravljao 1. okrivljenik, dok se 2. okrivljenik u istom nalazio kao suvozač, preuzeli 10 državljana Egipta, iako su bili svjesni da su isti prethodno ilegalno, mimo granične kontrole prešli državnu granicu između Republike Hrvatske i Bosne i Hercegovine te ih dalje prevozili prema točno neutvrđenoj lokaciji, kada su zaustavljeni po policijskim službenicima,

dakle, iz koristoljublja omogućili drugim osobama nedozvoljeno kretati se u Republici Hrvatskoj,

pa da su time 1. okrivljenik Daven Jeancia Loukalou i 2. okrivljenik Mathieu Okitangolo Ndju počinili kazneno djelo protiv javnog reda – protuzakonitog ulaženja, kretanja i boravka u Republici Hrvatskoj, drugoj državi članici Europske unije ili potpisnici Šengenskog sporazuma, opisano i kažnjivo po članku 326. stavku 1. Kaznenog zakona ("Narodne novine" broj 125/11, 144/12, 56/15, 61/15, 101/17, 118/18, 126/19, 84/21, 114/22, 114/23, 36/24 i 136/25 – dalje KZ/11).

Dokazi na kojima se temelji optužnica:

1. Izvješće Mobilne jedinice za provedbu nadzora državne granice (list 25-26 spisa),
2. Potvrde o privremenom oduzimanju predmeta sa zapisnikom serijskih brojeva 00271625, 00271623 i 00271624 (list 27-33 spisa),
3. Zapisnik o očevidu Postaje granične policije Korenica s ispisom fotografija (list 34-43 spisa),
4. Zapisnik o očevidu Postaje granične policije Korenica s ispisom fotografija (list 44-70 spisa),
5. Zapisnik o ispitivanju 1. okrivljenika u Postaji granične policije Korenica sa snimkom (list 71-74, 100 spisa),
6. Zapisnik o ispitivanju 2. okrivljenika u Postaji granične policije Korenica sa snimkom (list 76-79, 101 spisa),
7. Izjave o osobnim podacima stranaca (list 85-94 spisa),
8. Zapisnik o vraćanju privremeno oduzetih predmeta (list 97 spisa),
9. Izvješće EUROPOLA za 1. okrivljenika (list 102-114 spisa).

To su ujedno dokazi koji se namjeravaju izvesti na raspravi.

O b r a z l o ž e n j e

Policijska uprava ličko – senjska, Postaja granične policije Korenica dostavila je ovom državnom odvjetništvu kaznenu prijavu broj 511-04-08/3-KU-112/2025 protiv 1. okrivljenika Daven Jeancia Loukalou i 2. okrivljenika Mathieu Okitangolo Ndju zbog kaznenog djela činjenično i pravno opisnog u izreci optužnice, a osnovana sumnja da su okrivljenici počinili kazneno djelo koje im se stavlja na teret, proizlazi iz dokaza na kojima se temelji optužnica.

Ispitan na okolnosti navedenog kaznenog djela po istražitelju Postaje granične policije Korenica, po nalogu Općinskog državnog odvjetništva u Gospiću, 1. okrivljenik Daven Jeancia Loukalou priznao je počinjenje kaznenog djela koje mu se stavlja na teret navodeći da je zajedno s 2. okrivljenikom trebao preuzeti osobe i prevoziti ih dalje na lokaciju koju je dobio na mobitel te da su unaprijed dobili oko 1.000,00 eura za avionske karte, smještaj i unajmljivanje vozila, a po izvršenom prijevozu je trebao dobiti novčanu naknadu u iznosu od 5.000,00 eura za sebe i 2. okrivljenika. Na kraju je naveo da je svjestan kaznenog djela i zašto su došli u Hrvatsku, jednako kao i 2. okrivljenik koji je njegov prijatelj.

Tijekom provođenja dokazne radnje prvog ispitivanja, po nalogu Općinskog državnog odvjetništva u Gospiću, 2. okrivljenik Mathieu Okitangolo Ndju je priznao počinjenje kaznenog djela koje mu se stavlja na teret, navodeći je da je zajedno s 1. okrivljenikom putem interneta tražio načine zarade, pri čemu su stupili u kontakt s osobom koja se predstavila imenom Vito koji im je rekao da, ukoliko žele zaraditi novac, moraju doći u Republiku Hrvatsku radi prijevoza određenih osoba, na što su pristali. Od navedene osobe dobili su novac za kupnju avionskih karata i unajmljivanje vozila. Nadalje je naveo da su dan prije zaustavljanja od strane policijskih službenika zaprimili lokaciju na kojoj su trebali preuzeti osobe te da im je Vito rekao kako će za jedan prijevoz od deset do petnaest osoba dobiti iznos od 10.000,00 eura.

Iz izvješća Mobilne jedinice za provedbu nadzora državne granice proizlazi da su 27. kolovoza 2025. u 16:00 sati policijski službenici Mobilne jedinice za provedbu nadzora državne granice i Mobilne jedinice granične policije istok, u suradnji sa policijskim službenicima Postaje granične policije Korenica na državnoj cesti broj 1 uporabom svjetlosnih i zvučnih signala zaustavili teretno vozilo marke „Renault Master“ registarske oznake ZG 5964-KD te je pregledom vozila utvrđeno da je istim upravljao 1. okrivljenik, dok se na mjestu suvozača nalazio 2. okrivljenik, a u tovarnom prostoru koji nije namijenjen za prijevoz putnika, nalazilo se 10 osoba bez osobnih identifikacijskih dokumenata koji su po vlastitim izjavama državljani Egipta.

Iz potvrda o privremenom oduzimanju predmeta sa zapisnicima serijskih brojeva 00271625, 00271623 i 00271624 proizlazi da je od 1. okrivljenika privremeno oduzeto teretno vozilo marke „Renault Master“, registarske oznake ZG 5963-KD sa pripadajućim pogonskim ključem i jedan mobilni uređaj marke „Iphone“ sa pripadajućim sim karticama, a od 2. okrivljenika tri mobilna uređaja marke „Iphone“.

Iz zapisnika o očevidu Postaje granične policije Korenica s ispisom fotografija proizlazi da je na mjestu događaja zatečeno teretno vozilo marke „Renault Master“ registarskih oznaka ZG 5964-KD kojim je upravljao 1. okrivljenik dok je na mjestu suvozača zatečen 2. okrivljenik, a unutrašnjim pregledom vozila utvrđeno je da se u tovarnom dijelu vozila nalazi 10 osoba bez identifikacijskih dokumenata.

Iz zapisnika o očevidu Postaje granične policije Korenica s ispisom fotografija proizlazi da je na mobilnom uređaju marke „Iphone“ u aplikaciji „Whatsapp“ pronađena komunikacija s kontaktom Vito koja se odnosi na lokaciju preuzimanja ilegalnih migranata i rutu kretanja vozila.

Iz izjava o osobnim podacima stranca proizlazi da su deset osoba koje su zatečene u tovarnom dijelu vozila državljani Egipta.

Iz zapisnika o vraćanju privremeno oduzetih predmeta proizlazi da je Amiru Skenderiju vraćeno teretno vozilo marke "Renault Master" registarskih oznaka ZG 5946-KD s pripadajućim pogonskim ključem, privremeno oduzeti od 1. okrivljenika uz potvrdu o privremenom oduzimanju predmeta serijskog broja 00271625.

Slijedom svega navedenog, cijeneći obrane 1. i 2. okrivljenika koje predstavljaju priznanje počinjenja kaznenog djela koje im se stavlja na teret, a koje su u skladu s materijalnim dokazima prikupljenih tijekom kriminalističkog istraživanja, proizlazi da su 1. i 2. okrivljenik po prethodnom dogovoru s organizatorom, iz koristoljublja, odnosno s ciljem pribavljanja protupravne imovinske koristi iz Republike Francuske došli u Republiku Hrvatsku gdje su prevozili deset ilegalnih migranata kada su zaustavljeni po policijskim službenicima, slijedom čega proizlazi potkrijepljena osnovana sumnja da su 1. okrivljenik i 2. okrivljenik svojim postupanjem ostvarili sva bitna obilježja kaznenog djela iz članka 326. stavka 1. KZ/11, pa se podizanje ove optužnice ukazuje opravdanim i na zakonu utemeljenim.

OPĆINSKA DRŽAVNA ODVJETNICA
Tatjana Šimunić-Adamović

Prilog: spis

TATJANA ŠIMUNIĆ-ADAMOVIĆ



Elektronički potpisano: 17.02.2026T08:28:32 (UTC:2026-02-17T07:28:32Z)

Provjera: <https://epotpis.rdd.hr/provjera>

Broj zapisa: 3a3c8ae0-a6fb-4ca2-a32f-a82a90ce1621

Općinsko državno odvjetništvo u Gospiću



